

Date du document : 24/05/2022

AVIS

CD-22e24-CWaPE-0902

PROPOSITION DE DÉSIGNATION D'ORES ASSETS EN TANT QUE GESTIONNAIRE DE RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ POUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE PHILIPPEVILLE

Rendu en application de l'article 10 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ainsi que de l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux

Table des matières

1.	OBJET	3
2.	RETROACTES.....	3
3.	CADRE LÉGAL APPLICABLE.....	4
4.	ANALYSE DE LA CANDIDATURE	8
4.1.	<i>Proposition de la désignation par une commune, au terme d'une procédure transparente et non discriminatoire, basée sur des critères préalablement définis et publiés</i>	9
4.2.	<i>Détention par ORES Assets d'un droit de propriété ou d'un droit garantissant la jouissance des infrastructures et équipements du réseau.....</i>	9
4.3.	<i>Respect des règles d'indépendance et de gouvernance prévues aux articles 6, 7, 7bis, 8 et 16 du décret électricité par ORES Assets et ses filiales</i>	9
4.4.	<i>Capacité technique d'ORES Assets à gérer le réseau de distribution d'électricité concerné</i>	10
4.5.	<i>Capacité financière d'ORES Assets à gérer le réseau de distribution d'électricité concerné</i>	11
4.5.	<i>Absence d'enclavement.....</i>	11
4.6.	<i>ORES Assets est le seul GRD proposé par la commune concernée pour la gestion du réseau de distribution d'électricité sur son territoire</i>	11
5.	AVIS.....	11

1. OBJET

Par courrier daté du 23 février 2022, ORES Assets a adressé à la CWaPE sa candidature à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité (GRD « électricité ») pour le territoire de la commune de Philippeville, et ce conformément à l'article 20, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux (AGW « GRD électricité »).

Conformément à l'article 10, § 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (décret électricité) et à l'article 23 de l'AGW « GRD électricité », il revient à la CWaPE de transmettre au Gouvernement wallon, autorité compétente pour la désignation des GRD « électricité » actifs en Région wallonne, son avis motivé sur cette candidature, dans un délai de deux mois à dater de sa réception ou, le cas échéant, de la réception des compléments, observations et justifications visés aux articles 21 et 22 de l'AGW précité.

Il ressort des articles 20, § 3, et 22 de l'AGW « GRD électricité » que l'avis de la CWaPE sur la candidature du GRD « électricité » proposé par les communes doit porter sur le respect par ce dernier des conditions prescrites par ou en vertu du décret électricité et de ses arrêtés d'exécution.

Le présent avis a donc pour objet l'examen de la conformité au décret électricité de la candidature d'ORES Assets à la désignation en tant que GRD « électricité » pour la commune de Philippeville.

2. RETROACTES

Par arrêté du Gouvernement wallon du 9 janvier 2003¹, l'intercommunale IDEG a été désignée en tant que GRD « électricité » pour le territoire de la commune de Philippeville, pour une durée de 20 ans à dater de l'entrée en vigueur de cet arrêté (le 26 février 2003).

Le 31 décembre 2013, à la suite d'une fusion de l'IDEG avec d'autres intercommunales par constitution d'une nouvelle société (ORES Assets), cette désignation en tant que GRD a été transférée de plein droit à ORES Assets par l'effet de l'article 10 du décret électricité.

Le 16 février 2021, le Ministre wallon de l'Energie a publié, au *Moniteur belge*, un avis relatif au renouvellement de la désignation des gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz en Région wallonne, dans lequel celui-ci invite les communes « à *initier, individuellement ou collectivement, un appel à candidature transparent et non discriminatoire afin de sélectionner un candidat gestionnaire de réseau de distribution dans un délai d'un an à dater du présent appel pour ce qui concerne leur territoire* ».

Au cours de l'année 2021, la commune de Philippeville a publié sur son site internet un appel public à candidatures pour la gestion du réseau de distribution électrique sur son territoire.

Trois sociétés ont répondu à ces deux appels : l'AIEG, l'AIESH et ORES Assets.

Par une délibération du 3 février 2022, la commune de Philippeville a décidé de proposer la désignation d'ORES Assets en tant que gestionnaire de distribution d'électricité pour son territoire, à compter de l'échéance de la désignation en cours.

Par courrier daté du 23 février 2022, ORES Assets a adressé à la CWaPE, pour avis, sa candidature à la désignation en tant que GRD « électricité » pour le territoire de cette commune.

¹ Publié par extrait au *M.B.* du 26 février 2003.

Par courrier du 22 mars 2022, la CWaPE a informé ORES Assets qu'elle envisageait de rendre un avis défavorable à sa désignation en tant que GRD électricité pour cette commune et de recommander au Gouvernement wallon une désignation d'ORES Assets pour une durée d'un an, le temps pour la commune de Philippeville de relancer une procédure de proposition d'un candidat GRD électricité conforme aux critères fixés par le décret électricité. La CWaPE justifiait sa position comme suit :

« la CWaPE a constaté que la procédure menée par la commune de Philippeville ne pouvait raisonnablement être qualifiée de transparente et non discriminatoire dans la mesure où celle-ci a renoncé, dans sa délibération du 3 février 2022, à procéder à une comparaison des offres reçues (ORES Assets, AIEG, AIESH) sur la base des critères annoncés dans l'appel public à candidats, au motif qu'elle ne disposait pas des compétences techniques et des ressources financières pour y procéder, et a fondé son choix sur d'autres motifs liés aux difficultés et risques de changement de GRD. Une telle manière de procéder est, selon la CWaPE, incompatible avec les exigences de transparence et de non-discrimination fixées par le décret électricité ».

Par courrier du 13 avril 2022, la commune de Philippeville a, à la demande d'ORES Assets, apporté des compléments d'informations en ce qui concerne sa délibération du 3 février 2022. Elle a ainsi communiqué des rapports de comparaison établis par d'autres communes (entre les offres d'ORES Assets et l'AIESH, d'une part, et entre les offres d'ORES Assets et l'AIEG, d'autre part), qui auraient été pris en compte au moment de la délibération du 3 février 2022. Ceux-ci étaient fondés sur les mêmes critères que ceux fixés par la commune de Philippeville et se prononçaient en faveur d'ORES Assets.

3. CADRE LÉGAL APPLICABLE

Les conditions prescrites par ou en vertu du décret électricité et de ses arrêtés d'exécution pour la désignation des GRD sont les suivantes :

1° la désignation doit être proposée par la commune sur le territoire de laquelle se trouve le réseau de distribution concerné, à la suite d'un appel public à candidats, sur la base d'une procédure transparente et non discriminatoire et sur la base de critères préalablement définis et publiés (article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, du décret électricité) ;

2° le GRD proposé doit répondre aux conditions de désignation visées dans le décret électricité et disposer de la capacité technique et financière requise (article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, du décret électricité). Les conditions de désignation visées dans le décret électricité sont détaillées ci-dessous ;

3° la désignation du GRD ne peut pas avoir pour conséquence un « enclavement » de la commune concernée, sauf si le gestionnaire de réseau de distribution est spécifique à la commune ou si la commune était déjà enclavée au moment de l'entrée en vigueur du décret du 8 novembre 2018 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz (article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, du décret électricité).

Une commune enclavée est une « commune dont tout ou partie du réseau de distribution situé sur son territoire est géré par un autre gestionnaire que le gestionnaire de réseau de toutes les communes limitrophes » (article 2, 52°, du décret électricité).

4° le GRD est le seul proposé par la commune pour la gestion du réseau de distribution d'électricité sur son territoire (article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, du décret électricité).

En ce qui concerne les conditions de désignation visées par le décret électricité (cf. le point 2° ci-dessus), celles-ci ne sont pas identifiées de manière précise en tant que telles par le décret. La CWaPE a donc retenu comme conditions de désignation, le respect de l'ensemble des obligations imposées aux GRD par le décret électricité qui sont susceptibles d'être respectées au moment de la candidature en tant que GRD, à l'exclusion de celles relatives à la manière d'accomplir les missions légales de GRD.

Ces obligations sont les suivantes :

1. Détention par le candidat GRD d'un droit de propriété ou d'un droit garantissant la jouissance des infrastructures et équipements du réseau (article 3 du décret électricité).
2. Respect des règles d'indépendance et de gouvernance prévues aux articles 6, 7, 7bis, 8 et 16 du décret électricité par le candidat GRD et ses filiales, à savoir :

- Article 6, § 1^{er}, du décret électricité :

« Le gestionnaire d'un réseau de distribution est une personne morale de droit public, qui peut prendre la forme d'une intercommunale ».

- Article 6, § 2, du décret électricité :

« Le gestionnaire de réseau a son siège social, son administration centrale et son siège d'exploitation en Région wallonne. Toutefois, il peut être dérogé à cette disposition pour autant que le gestionnaire en question ait exercé l'activité de distribution sur ledit réseau lors de l'entrée en vigueur du présent décret. ».

- Article 6, § 3, du décret électricité :

« Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut gager, nantir, mettre en garantie ou engager de quelque manière les actifs liés à l'activité de gestionnaire de réseau de distribution, en ce compris l'infrastructure du réseau, pour d'autres causes et activités que celle de gestionnaire de réseau de distribution. ».

- Article 7, alinéa 1^{er}, du décret électricité :

« Le gestionnaire de réseau de distribution, ainsi que le candidat gestionnaire de réseau de distribution remplit les conditions suivantes :

1° au minimum septante-cinq pour cent plus une des parts représentatives du capital du gestionnaire du réseau de distribution et au minimum septante-cinq pour cent plus un des droits de vote sont détenus par les pouvoirs publics ;

2° les parts détenues par les communes et les provinces le sont, soit directement, soit par l'intermédiaire direct d'une intercommunale pure de financement ;

3° à l'exception des pouvoirs publics et le cas échéant de leurs intercommunales pures de financement, un producteur, fournisseur ou intermédiaire, ou toute autre société liée ou associée, ne peut détenir, directement ou indirectement, des parts représentatives du capital social du gestionnaire du réseau de distribution ;

4° le conseil d'administration est composé exclusivement d'administrateurs indépendants au sens du présent décret ;

5° si des parts représentatives du capital social du gestionnaire du réseau de distribution sont détenues divisément par des pouvoirs publics détenant directement ou indirectement des participations dans le capital social d'un producteur, fournisseur ou intermédiaire, les statuts du gestionnaire du réseau de distribution empêchent que l'un de ces actionnaires puisse individuellement, directement ou indirectement, rejeter, bloquer ou imposer une décision ou faire obstacle à une prise de décision ;

6° les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives à la rémunération des administrateurs et titulaires d'une fonction dirigeante locale s'appliquent aux

administrateurs et gestionnaires du gestionnaire de réseau de distribution ainsi qu'à sa ou ses filiales, quelle que soit leur forme juridique. ».

- Article 7bis du décret électricité :

« Sans préjudice de l'article 7, toute personne n'entrant pas dans la catégorie des actionnaires visés à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ne peut détenir directement ou indirectement des parts représentatives du capital social du gestionnaire du réseau de distribution que si les conditions suivantes sont réunies :

1° les statuts du gestionnaire de réseau de distribution stipulent que toute décision exige la majorité des voix exprimées par les délégués des personnes visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2°;

2° ces statuts ne contiennent aucune disposition permettant aux actionnaires visés au présent article, individuellement ou collectivement, de rejeter, bloquer ou imposer une décision ou de faire obstacle à une prise de décision;

3° nonobstant l'article 1523-12, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les statuts du gestionnaire du réseau de distribution stipulent que toute modification statutaire, à l'exception de dispositions relatives à la protection légitime des associés minoritaires, exige la majorité simple des voix exprimées par les délégués présents à l'assemblée générale et la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des personnes visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2°;

4° les statuts du gestionnaire du réseau de distribution prévoient que, toute personne n'entrant pas dans la catégorie des actionnaires visés à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ne peut acquérir ou vendre de parts représentatives du capital social du gestionnaire du réseau de distribution qu'avec l'autorisation du Gouvernement, donnée après avis de la CWaPE ».

- Article 8, § 1^{er}, alinéas 2 à 4, du décret électricité :

« Le gestionnaire du réseau de distribution peut réaliser des activités de production d'électricité issue de sources d'énergie renouvelable. L'électricité ainsi produite est exclusivement utilisée afin d'alimenter ses propres installations, pour compenser ses pertes de réseau et pour fournir les clients finals dans les cas prévus par le présent décret.

Il peut uniquement réaliser, directement ou par le biais de ses filiales, les activités relevant de sa mission de service public telles que définies par ou en vertu du décret.

Le gestionnaire de réseau de distribution ne détient pas directement ou indirectement des participations dans le capital de producteurs, fournisseurs, intermédiaires et communautés d'énergie renouvelable ».

- Article 8, § 2, alinéas 1^{er} et 2, du décret électricité :

« Le gestionnaire du réseau de distribution ne réalise pas d'activité commerciale liée à l'énergie. Les activités commerciales visées à l'alinéa 1^{er} sont notamment la production d'énergie et la fourniture d'énergie aux clients finals hors cas prévus par le décret, les audits d'énergie, les services d'efficacité énergétique, ainsi que toute autre activité ne relevant pas directement de la mission de service public du gestionnaire de réseau ».

- Article 8, § 2bis, alinéas 1^{er} à 3, du décret électricité :

« Le gestionnaire du réseau de distribution tient, dans sa comptabilité interne, des comptes séparés pour ses activités de distribution, et le cas échéant, pour toutes les autres activités, en ce compris pour les activités dérogatoires autorisées conformément au paragraphe 2, de la même façon que si ces activités étaient exercées par des entreprises juridiquement distinctes.

Les comptes annuels reprennent, dans leur annexe, un bilan et un compte de résultats pour chaque catégorie d'activités, ainsi que les règles d'imputation des postes d'actif et de passif et des produits et charges qui ont été appliquées pour établir les comptes séparés.

Les revenus de la propriété du réseau de distribution sont mentionnés dans la comptabilité ».

- Article 16, § 1^{er}, du décret électricité :

« Le gestionnaire de réseau de distribution dispose d'un personnel qualifié, en nombre suffisant, dépendant directement du gestionnaire de réseau de distribution, et ne travaillant pas pour un producteur, fournisseur, intermédiaire ou toute autre société liée ou associée, afin d'assurer l'exercice des missions visées à l'article 11. Moyennant accord de la CWaPE, il peut toutefois confier, seul ou en association avec un ou plusieurs gestionnaires de réseau de distribution, tout ou partie de l'exploitation journalière de ses activités visées à l'article 11 à une filiale constituée conformément au paragraphe 2 ».

- Article 16, § 2, du décret électricité :

« La filiale visée au paragraphe 1^{er} remplit les conditions suivantes :

1° la filiale constitue une entité juridiquement distincte de tout producteur, fournisseur ou intermédiaire ;

2° la filiale est détenue à cent pour cent par le ou les gestionnaires de réseau de distribution qui lui ont confié, en tout ou en partie, l'exploitation journalière de leur activité, et, le cas échéant, les actionnaires de ceux-ci. Les seuils de détention du capital social de la filiale respectent les prescrits de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2° du présent décret;

2bis° dans l'éventualité où les parts représentatives du capital social de la filiale seraient détenues divisément par des pouvoirs publics détenant directement ou indirectement des participations dans le capital social d'un producteur, fournisseur ou intermédiaire, les statuts de celle-ci empêchent que l'un de ces actionnaires puisse individuellement, directement ou indirectement, rejeter, bloquer ou imposer une décision ou faire obstacle à une prise de décision;

2°ter la filiale ne détient pas directement ou indirectement de parts représentatives du capital des producteurs, fournisseurs ou intermédiaires;

3° ses statuts appliquent des règles strictes de corporate governance prévoyant à tout le moins ce qui suit :

a) le conseil d'administration est composé uniquement d'administrateurs indépendants au sens de l'article 2, 200, et ceux-ci sont proposés parmi les membres du conseil ou des conseils d'administration du ou des gestionnaire(s) de réseaux associé(s),

b) le conseil d'administration élit en son sein un Comité Exécutif et Stratégique, composé exclusivement d'administrateurs indépendants, et compétent pour la préparation des décisions relatives aux missions visées à l'article 11,

c) le conseil d'administration crée en son sein les comités suivants qui assistent le conseil d'administration dans ses décisions ou qui ont une compétence d'avis :

- un comité d'audit, chargé au moins de l'examen des comptes et du contrôle du budget,

- un comité d'éthique, tel que visé au § 1^{er},

- un comité de nomination et de rémunération, chargé de faire des propositions au conseil d'administration au sujet de l'engagement de la personne en charge de la direction générale et des cadres rapportant directement à cette personne, ainsi que de leur rémunération,

4°

5° la filiale ne peut réaliser d'autres activités que celles liées à l'exploitation journalière des activités exercées dans les secteurs électrique et gazier par le ou les gestionnaires de réseaux associés.

6° afin d'assurer l'exploitation journalière des activités confiées par le ou les gestionnaires de réseau de distribution, la filiale dispose de personnel qualifié, en nombre suffisant, dépendant directement de celle-ci et ne travaillant pas pour un producteur, fournisseur ou intermédiaire ou toute autre société liée ou associée. ».

- Article 16, § 4, du décret électricité :

« La filiale s'étant vu déléguer l'exercice de la mission, conformément au paragraphe 2, ne peut pas déléguer à une sous structure, l'exercice de leurs missions et obligations ainsi confiées. ».

- Article 16, § 5, du décret électricité :

« Tout actionnaire du gestionnaire du réseau de distribution n'entrant pas dans la catégorie des actionnaires visés à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ne peut détenir directement ou indirectement des parts représentatives du capital social de la filiale créée par ce gestionnaire de réseau de distribution que si les conditions suivantes sont réunies :

1° les statuts de la filiale stipulent que toute décision exige la majorité des voix exprimées par les délégués des personnes visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2° ;

2° ces statuts ne contiennent aucune disposition permettant aux actionnaires visés au présent paragraphe, individuellement ou collectivement, de rejeter, bloquer ou imposer une décision ou de faire obstacle à une prise de décision;

3° nonobstant l'article 1523-12, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les statuts de la filiale stipulent que toute modification statutaire, à l'exception de dispositions relatives à la protection légitime des associés minoritaires, exige la majorité simple des voix exprimées par les délégués présents à l'assemblée générale et la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des personnes visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2° ;

4° les statuts de la filiale stipulent que, toute personne n'entrant pas dans la catégorie des actionnaires visés à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ne peut acquérir ou vendre de parts représentatives du capital social de la filiale qu'avec l'autorisation du Gouvernement, donnée après avis de la CWaPE ».

- Article 16, § 6, du décret électricité :

« Pour le surplus, les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation applicables aux gestionnaires de réseaux de distribution s'appliquent à la filiale constituée conformément au paragraphe 2. ».

4. ANALYSE DE LA CANDIDATURE

Lors de son contrôle, la CWaPE a pu constater que le dossier de candidature déposé par ORES Assets contenait bien l'ensemble des éléments requis dans les lignes directrices CD-21e27-CWaPE-0033 relatives à la composition des dossiers de candidature à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité en Région wallonne, émises par le CWaPE le 27 mai 2021.

Aucune information complémentaire n'a été nécessaire de la part d'ORES Assets.

Par courrier du 22 mars 2022, la CWaPE a toutefois informé ORES Assets de sa position relative au caractère transparent et non discriminatoire de la procédure menée par la commune de Philippeville et a invité ORES Assets à lui faire part de ses observations, justifications ou tout autre complément d'informations à ce sujet. Ceux-ci ont été fournis par la commune de Philippeville, par courrier du 13 avril 2022.

À la suite de l'analyse de ce dossier et des compléments d'informations transmis par la commune de Philippeville, la CWaPE est d'avis qu'ORES Assets ne respecte pas l'ensemble des conditions de désignation énumérées dans la section 3 du présent avis.

Le détail de l'analyse réalisée pour chacune des conditions de désignation est repris ci-dessous.

4.1. Proposition de la désignation par une commune, au terme d'une procédure transparente et non discriminatoire, basée sur des critères préalablement définis et publiés

La CWaPE a pu constater que la désignation d'ORES Assets a bien été proposée par la commune de Philippeville et qu'une publicité suffisante a été apportée dans le cadre de cette procédure (dans la mesure où un appel à candidats a été publié sur son site internet (et donc rendu accessible publiquement)).

La CWaPE estime cependant que la procédure menée par la commune de Philippeville ne peut raisonnablement être qualifiée de transparente et non discriminatoire dans la mesure où celle-ci a renoncé, dans sa délibération du 3 février 2022, à procéder à une comparaison des offres reçues (ORES Assets, AIEG, AIESH) sur la base des critères annoncés dans l'appel public à candidats, au motif qu'elle ne disposait pas des compétences techniques et des ressources financières pour y procéder, et a fondé son choix sur d'autres motifs liés aux difficultés et risques de changement de GRD. Une telle manière de procéder est, selon la CWaPE, incompatible avec les exigences de transparence et de non-discrimination fixées par le décret électricité.

Les références faites par la commune de Philippeville, dans son courrier du 13 avril 2022, aux rapports de comparaison des offres d'ORES Assets et de l'AIEG, d'une part, et des offres d'ORES Assets et l'AIESH, d'autre part, établis par d'autres communes, ne sont pas suffisantes, selon la CWaPE, pour considérer que la proposition de la commune de Philippeville est bien fondée sur une comparaison des offres reçues sur la base des critères annoncés dans l'appel à candidats. Ces rapports n'émanent en effet pas de la commune de Philippeville elle-même et ne figurent pas parmi les motifs de la délibération du 3 février 2022.

La CWaPE est donc d'avis que la candidature d'ORES Assets n'est pas conforme à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, du décret électricité.

4.2. Détention par ORES Assets d'un droit de propriété ou d'un droit garantissant la jouissance des infrastructures et équipements du réseau

La CWaPE a pu constater qu'ORES Assets détient bien un droit de propriété sur les infrastructures et équipements du réseau situé sur le territoire de la commune de Philippeville

La candidature d'ORES Assets est conforme à l'article 3 du décret électricité.

4.3. Respect des règles d'indépendance et de gouvernance prévues aux articles 6, 7, 7bis, 8 et 16 du décret électricité par ORES Assets et ses filiales

La CWaPE a pu constater qu'ORES Assets et ses filiales ORES scrl et COMNEXIO respectent bien l'ensemble des règles d'indépendance et de gouvernance prévues aux articles 6, 7, 7bis, 8 et 16 du décret électricité, énumérées dans la section 3 du présent avis.

Ces trois sociétés ont en effet désormais mis en œuvre l'ensemble des actions demandées par la CWaPE dans son rapport CD 19k25-CWaPE-0069 du 25 novembre 2019 relatif au contrôle du niveau d'implémentation des règles d'indépendance et de gouvernance par les GRD et leurs filiales.

A l'occasion de ce rapport de 2019 et des rapports de suivi qui ont eu lieu notamment en 2021 et 2022, la CWaPE avait pointé plusieurs aspects pour lesquels une prolongation du délai de mise en conformité était nécessaire. La CWaPE renvoie, à ce sujet, à son avis CD-22e24-CWaPE-0899 du 24 mai 2022 relatif à la proposition de désignation d'ORES Assets en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité.

La CWaPE constate, par conséquent, qu'ORES Assets et ses filiales respectent bien l'ensemble des règles d'indépendance et de gouvernance prévues aux articles 6, 7, 7bis, 8 et 16 du décret électricité, sous réserve, toutefois, des différents engagements pris par ORES Assets et ses filiales pour régulariser l'activité liée aux bornes de rechargement électricité, réaliser la scission définitive des activités entre N-Allo et COMNEXIO (location de bâtiment et plateforme de communication) et pour se mettre en conformité à l'article 8, § 2bis, du décret électricité.

Ces réserves ne remettent cependant *a priori* pas en cause la candidature du gestionnaire de réseau de distribution ORES Assets, dans la mesure où des engagements ont été pris formellement à l'égard de la CWaPE pour régulariser les situations endéans les délais mentionnés ci-avant. La CWaPE se réserve le droit, dans ce contexte, d'interroger ORES Assets sur les états d'avancement de ces dossiers, et le cas échéant, de sanctionner ORES Assets et ses filiales dans l'hypothèse où une régularisation n'interviendrait pas conformément aux accords conclus entre le régulateur et le gestionnaire de réseau.

En ce qui concerne le respect, par ORES Assets et ses filiales, des dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives à la rémunération des administrateurs et titulaires d'une fonction dirigeante locale (articles 7, alinéa 1^{er}, 6^o, et 16, § 6, du décret électricité), la CWaPE attire l'attention du Gouvernement sur le fait que le contrôle de ces dispositions ne relève en principe pas de sa compétence et est assuré par la tutelle.

Sur la base des documents communiqués par ORES Assets, la CWaPE n'a pas relevé de non-conformité en la matière.

4.4. Capacité technique d'ORES Assets à gérer le réseau de distribution d'électricité concerné

Afin de contrôler la capacité technique d'ORES Assets à gérer le réseau de distribution d'électricité situé sur le territoire de la commune de Philippeville et dont ORES Assets assure actuellement la gestion, la CWaPE a examiné les pièces constitutives du dossier d'ORES Assets :

- A. La description détaillée de la zone faisant l'objet de la candidature ainsi que des réseaux de distribution et d'éclairage public existants ;
- B. L'organigramme du personnel détaillant les titres de fonctions, les qualifications et le nombre d'ETP par service ;
- C. La liste des missions confiées à des sous-traitants (prestataires de services) ;
- D. L'organisation des services techniques et clientèle.

La CWaPE a relevé que le dossier était complet et conforme aux lignes directrices. La CWaPE n'a pas relevé d'obstacle de nature à empêcher ORES Assets de disposer de la capacité technique pour assurer la gestion du réseau de distribution d'électricité dans la commune visée et ce, dans la continuité des activités exercées actuellement et depuis des années.

La candidature d'ORES Assets est conforme à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, du décret électricité, en ce qui concerne l'exigence de capacité technique.

4.5. Capacité financière d'ORES Assets à gérer le réseau de distribution d'électricité concerné

Sur la base du dossier de candidature initial d'ORES Assets daté du 23 février 2022 et, en particulier, des comptes annuels d'ORES Assets (statutaire et consolidé) et d'ORES Sc publiés sur le site de la Banque Nationale de Belgique, la CWaPE a contrôlé que le candidat gestionnaire de réseau dispose de la capacité financière requise conformément à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, du décret électricité. Les conclusions de ce contrôle restent applicables en l'espèce, d'autant plus que la commune de Philippeville est déjà actuellement desservie par ORES Assets. La CWaPE renvoie donc à ce sujet à son avis CD-22e24-CWaPE-0899 du 24 mai 2022 relatif à la proposition de désignation d'ORES Assets en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité.

4.5. Absence d'enclavement

La CWaPE a pu vérifier qu'il existait au moins une commune limitrophe ayant également proposé la désignation d'ORES Assets. Aucune d'entre elles ne serait donc enclavée au sens de l'article 2, 52°, du décret électricité, en cas de désignation d'ORES Assets en tant que GRD pour chacune d'entre elles.

La candidature d'ORES Assets est donc conforme à la condition de non-enclavement telle que prévue à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, du décret électricité.

4.6. ORES Assets est le seul GRD proposé par la commune concernée pour la gestion du réseau de distribution d'électricité sur son territoire

ORES Assets est bien le seul candidat GRD proposé par la commune de Philippeville, pour la gestion du réseau de distribution d'électricité sur son territoire.

La candidature d'ORES Assets est conforme à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, du décret électricité.

5. AVIS

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 janvier 2003² désignant l'intercommunale IDEG (ayant fusionné avec d'autres intercommunales pour constituer ORES Assets) en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire de la commune de Philippeville, jusqu'au 26 février 2023 ;

Vu l'avis relatif au renouvellement de la désignation des gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz en Région wallonne, publié par le Ministre wallon de l'Energie au *Moniteur belge* du 16 février 2021 ;

Vu les lignes directrices CD-21e27-CWaPE-0033 relatives à la composition des dossiers de candidature à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité en Région wallonne, émises par le CWaPE le 27 mai 2021 ;

² Publié par extrait au *M.B.* du 26 février 2003.

Vu l'appel public à candidatures pour la gestion du réseau de distribution électrique sur son territoire, publié au cours de l'année 2021 sur le site internet de la commune de Philippeville ;

Vu la délibération du 3 février 2022 du Conseil communal de la commune de Philippeville, proposant la désignation d'ORES Assets en tant que gestionnaire de distribution d'électricité pour son territoire, à compter de l'échéance de la désignation en cours ;

Vu le dossier de candidature d'ORES Assets à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire de la commune de Philippeville, transmis à la CWaPE par courrier daté du 23 février 2022 ;

Vu les compléments d'informations apportés par la commune de Philippeville, par courrier daté du 13 avril 2022 ;

Considérant qu'il ressort de l'analyse réalisée par la CWaPE, détaillée dans la section 4 du présent avis, que la candidature d'ORES Assets ne répond pas à l'ensemble des conditions fixées par le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et ses arrêtés d'exécution ;

Considérant qu'il conviendrait que la commune de Philippeville relance une procédure de proposition d'un candidat GRD électricité conforme aux critères fixés par le décret électricité ;

Considérant que la continuité du service public doit être assurée et que la désignation en cours d'ORES Assets devrait être prolongée malgré l'absence de proposition conforme au décret électricité ;

Le Comité de direction de la CWaPE :

- **remet un avis défavorable à la désignation, pour une durée de vingt ans, d'ORES Assets en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire de la commune de Philippeville ;**
- **recommande au Gouvernement wallon de prolonger d'un an la désignation en cours d'ORES Assets en tant que GRD électricité pour la commune de Philippeville, le temps pour celle-ci de reformuler une proposition d'un candidat GRD électricité, conforme aux critères fixés par le décret électricité.**

* *
*